

# COMMUNIQUE DE PRESSE



## Filière Automobile en France : pronostic vital engagé

La filière Automobile française fait face actuellement à une désorganisation industrielle sans précédent et se trouve dans un état critique.

Pour sortir de cet état d'urgence, la CFE-CGC appelle en premier lieu à la tenue d'un Comité stratégique de la Filière Automobile avec tous les acteurs de la filière y compris les pouvoirs publics dans les plus brefs délais. Chaque jour compte.

La CFE-CGC demande de plus que l'octroi des aides aux entreprises en activité partielle soient conditionnées par la mise en place d'un volume de formations massif, via un système simple et efficace pour le salarié, qui soit en lien direct avec les conclusions des études de l'Observatoire de Métiers de la Métallurgie, de celle de l'EDEC sur la fonderie automobile, et celle de l'EDEC sur l'électronique de puissance pour réussir la transition environnementale demandée par l'Europe.

Enfin, pour alléger les trésoreries des entreprises, la CFE-CGC demande l'annulation de la taxe sur les stocks pour cette année 2021.

Pression sur l'atteinte du CAFE (Corporate Average Fuel Economy, règlement européen en matière d'émissions de CO2 des véhicules neufs) en 2021 dans un marché déstructuré, hausse des matières premières et des transports maritimes, pénuries de matériaux, pénuries de composants électroniques, la filière automobile française doit faire face à une somme de défis sans précédent.

Les constructeurs nationaux sont en effet, les premiers touchés et naviguent à vue. Il leur est impossible de savoir quand la crise des micro-processeurs va stopper et ils doivent en même temps faire pivoter leur business model vers l'électrification tout en évitant des pénalités financières votées par Bruxelles mais aussi gagner de l'argent, seul outil pour financer cette profonde transition.

Dans ce contexte, la stratégie achat des constructeurs automobiles entraîne un manque d'informations qui crée des difficultés croissantes chez les fournisseurs : la filière vit dans un stop and go permanent et souffre d'un manque d'informations anticipées sur les fermetures d'usines, sur les pièces à livrer ainsi que sur les niveaux de commandes réellement nécessaires.

Les fournisseurs se retrouvent dans la situation de devoir avancer les stocks au péril de leur trésorerie, et donc de leur pérennité, mais également de faire travailler leurs salariés avec une visibilité qui n'excède parfois pas 12 heures.

Les salariés de la filière déjà durement touchés pendant la période COVID se trouvent encore sous la menace d'activité partielle inopinée et donc de rémunérations amputées. Ces mêmes salariés font face à une trop faible mobilisation des entreprises pour des formations nécessaires permettant de répondre aux défis de l'automobile demain et faire de la France un bastion solide des nouvelles mobilités respectueuses de l'environnement.

Enfin, la santé physique et la santé mentale des salariés de la filière automobile est mise à rude épreuve de cette situation exceptionnelle qui n'en finit pas.

Tous les pays ayant des constructeurs de véhicules font face aux mêmes problèmes. Chaque pays, avec son histoire et sa structure, essaie de les résoudre. La France n'a pas commencé.

Déjà, le « ras le bol » commence à s'installer chez les salariés, ce qui en pousse beaucoup à quitter purement et simplement la filière automobile.

Ce qui est en jeu, aujourd'hui et maintenant, n'est pas seulement la survie à court terme d'une filière automobile sur le point de s'écrouler en France ; c'est l'existence-même d'une filière automobile nationale à moyen terme.

La CFE-CGC appelle tous les acteurs de la filière à la solidarité et à la transparence dans cette période extrêmement périlleuse pour toute la filière française.

Les conséquences sociales, en particulier en cas de dépôts de bilan, seront catastrophiques si rien n'est fait.

Paris, le 7 octobre 2021